1895

1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze

Revue de l'association française de recherche sur
l'histoire du cinéma

41 | 2003
Archives

De l'Office du cinéma éducateur à la médiathèque

Gérard Vial

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/1895/633>

DOI : 10.4000/1895.633

ISBN : 978-2-8218-1020-4

ISSN : 1960-6176

Éditeur

Association française de recherche sur l'histoire du cinéma (AFRHC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2003

Pagination : 127-133

ISBN : 2-913758-41-X

ISSN : 0769-0959

Référence électronique

Gérard Vial, « De l'Office du cinéma éducateur à la médiathèque », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze* [En ligne], 41 | 2003, mis en ligne le 21 novembre 2007, consulté le 17 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/1895/633> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/1895.633>

Ce document a été généré automatiquement le 17 avril 2022.

© AFRHC

De l'Office du cinéma éducateur à la médiathèque

Gérard Vial

NOTE DE L'ÉDITEUR

Propos recueillis par Béatrice de Pastre

Les origines

- 1 La Cinémathèque de Saint-Étienne a été créée en 1922 par la ville de Saint-Étienne, l'Inspection académique et le département de la Loire, à l'époque des Offices du cinéma éducateur. Son but était de favoriser l'utilisation pédagogique du cinématographe dans le cadre de l'école. Le fonds initial a été constitué de films instructifs donnés par le Ministère de l'Instruction publique via la Cinémathèque du Musée pédagogique, de films documentaires, principalement issus des collections Pathé, et de films récréatifs, fictions à épisodes, burlesques et films d'animation. L'activité essentielle était le prêt de films aux écoles. Pour assurer les projections, des appareils étaient prêtés ou déposés à l'année dans les établissements ; c'étaient en général des Pathé-Phébus à manivelle 35 mm. Mais à côté de cette action en direction du milieu enseignant se développa, dès 1926, le Ciné-Journal stéphanois chargé d'enregistrer les événements municipaux et la vie quotidienne dans les hauts de Saint-Étienne. La destination initiale de ces petits reportages en 35 mm était la projection dans les écoles. Mais cette utilisation a très vite été dépassée car les enseignants adeptes du cinéma éducateur étaient à cette époque des militants. Ils étaient impliqués dans de nombreuses organisations, amicales ou « sous des écoles » dans les zones rurales. Ils projetaient les films dans le cadre de ces associations le samedi après-midi et le dimanche. Les films récréatifs étaient ainsi utilisés comme récompense dans le cadre de l'école et pour les adultes en soirées, à l'occasion de séances de distraction, le Ciné-Journal complétant ces programmes. Celui-ci était projeté dans les écoles et dans d'autres salles (Bourse du travail, salles de cinéma, salles de quartier...) constituant, avant les actualités nationales, des actualités régionales. Une collaboration très étroite s'établit entre les services photographiques

des journaux, très nombreux à l'époque, les salles de cinéma et la Cinémathèque. Un réseau de diffusion assez large se constitua. Ainsi le cinéma Ciné-Pressé passait systématiquement un peu plus d'actualités que les autres salles et donnait une place importante au Ciné-journal stéphanois.

Les mutations

- 2 La guerre a constitué une première mutation dans les activités de la Cinémathèque. Elle a occasionné plusieurs déménagements qui n'ont pas permis d'assurer une bonne conservation des éléments filmiques, ainsi beaucoup de films sur support nitraté se sont détériorés. Certains documents ont été saisis par le gouvernement de Vichy, la Cinémathèque étant à ses yeux un fief des mouvements laïques. Le Ciné-Journal avait enregistré, outre le quotidien des écoles et des quartiers, de nombreux moments de cette vie militante qu'il fallait récupérer à tout prix et ne pas laisser entre les mains de ces mouvements opposés au gouvernement. Certains de ces films saisis certains ont pu être retrouvés, tel celui consacré à la visite du maréchal Pétain à Saint-Étienne le 1er mars 1941, ou tel autre consacré à un rassemblement de miliciens au vélodrome. D'autres, malheureusement, restent introuvables comme une série intitulée « les Réalisations du Front populaire ». Certains documentaires ont également disparu à cette occasion.
- 3 Longtemps les enseignants ont préféré les films muets qu'ils pouvaient « tourner » à la vitesse de leur choix pour permettre aux enfants, en fonction de leur âge de lire commodément les intertitres. Mais l'après-guerre occasionna des mutations techniques, le 35 mm fut délaissé pour le 16 mm, le muet pour le sonore, le nitraté pour les films sur support de sécurité acétate. Cette révolution a été très difficile à assumer pour les enseignants, entraînant une forte diminution des activités de la Cinémathèque. La mairie arrêta également de financer le *Ciné-Journal*, mettant fin à une vingtaine d'années de production. Mais la Cinémathèque eut l'intelligence de se rapprocher du Caméra-Club stéphanois. Ainsi ont pu être intégrés dans le fonds des films amateurs issus des milieux enseignants, porteurs d'innovations pédagogiques, et des documents sur la région. Elle s'est aussi assurée la collaboration d'un cinéaste amateur qui avait beaucoup filmé la ville de Saint-Étienne, permettant de conserver des traces visuelles de la cité à cette époque.
- 4 En 1981, la municipalité de Saint-Étienne s'est décidée à réorganiser la Cinémathèque, en confiant à Gérard Vial, son nouveau directeur, plusieurs missions : la réorganisation administrative du service, la multiplication des projections publiques et un travail sur le film documentaire. Sur ce dernier point, l'accent fut mis sur les images de la région de Saint-Étienne pour lesquelles une collecte systématique, concernant le département de la Loire et les départements limitrophes, s'organisa. Cette orientation régionaliste s'inscrivait dans l'héritage du *Ciné-Journal* des années vingt. Projections pour le grand public et collectes ont alors été développées d'autant que les relations avec les distributeurs et ayants droit des films qui étaient projetés dans les établissements scolaires se sont en même temps dégradées. La filiale non-commerciale de Gaumont, Franfilmdis, a ainsi dénoncé les droits acquis attachés aux copies et demandé une redevance annuelle pour le passage des films dans les écoles, ce que financièrement la Cinémathèque ne pouvait assumer. Il a donc fallu mettre fin à la diffusion des films 16 mm dans le cadre scolaire, au grand désarroi des enseignants. Une nouvelle stratégie se développa afin de permettre aux classes de venir à la Cinémathèque. Un enseignant détaché par l'Inspection académique a particulièrement travaillé sur cet accueil du

public scolaire au sein de l'institution. Un travail pédagogique soutenu a été entrepris, en relation avec les enseignants et les inspecteurs de circonscription, pour préparer ces séances.

La médiathèque de Tarentaize

- 5 Le développement du fonds consacré aux archives audiovisuelles régionales a nécessité l'acquisition d'un matériel spécifique (moniteurs, magnétoscopes) et le transfert des documents en vue de la constitution d'une vidéothèque publique de consultation. Chercheurs, enseignants et professionnels étaient accueillis, sur rendez-vous, pour des travaux spécifiques. Pour le grand public étaient organisées des journées « portes ouvertes » présentant ces films régionaux. Ils étaient également l'occasion de rencontres dans des clubs ou des résidences pour personnes âgées. Devant le succès de ces programmations, les locaux, et principalement la salle de la Cinémathèque, place de l'Hôtel de Ville, se sont avérés beaucoup trop exigus. À cette époque la mairie de Saint-Étienne souhaitait pour sa part ouvrir une médiathèque réservant une place importante aux nouvelles technologies. Pour la bibliothèque, les services techniques avaient donc envisagé la présentation d'images animées grâce à un robot conçu de façon similaire à celui qui gérait le Forum des Images. Le fonds diffusé devait être constitué de documentaires généralistes, issus du catalogue de la Direction du livre et de la lecture au Ministère de la culture, ce qui limitait l'intérêt de cette installation. La Cinémathèque, de son côté, était à la recherche d'un lieu à la mesure de ses nouvelles activités. En 1993, il a donc été proposé la réunion des deux services, bibliothèque et cinémathèque, permettant pour celle-ci la création d'une salle de projection et la possibilité d'alimenter, par ses collections, la diffusion de vidéogrammes. Les images régionales trouvèrent ainsi un cadre de présentation publique. Le coût de fonctionnement de ce dispositif s'est avéré très élevé en l'absence d'un personnel technique suffisant pour rentabiliser l'installation. Le robot a été abandonné et une solution « manuelle » adoptée. Le chargement des magnétoscopes est aujourd'hui effectué à la demande de l'utilisateur par les documentalistes dans la salle du patrimoine régional de la bibliothèque. Pour faciliter l'accès du public à ces documents, un catalogue a été constitué consultable sur papier mais également sur le réseau informatique des bibliothèques de la région stéphanoise et sur Internet.
- 6 Les projections publiques n'ont pas été abandonnées pour autant. De vingt séances dans les années quatre-vingt, la Cinémathèque au sein de la médiathèque, en propose aujourd'hui plus de trois cent vingt par an. Le public est venu de plus en plus nombreux (14 533 spectateurs sur la saison 2001-2002), à l'ensemble des programmations présentées du lundi au samedi, mettant fin à la longue inscription de la Cinémathèque dans le secteur pédagogique puisque les séances pour les scolaires ne représentent plus qu'un quart de l'activité du service.
- 7 Malgré son inscription dans une médiathèque, la Cinémathèque de Saint-Étienne a conservé son autonomie, son budget, ses subventions propres. Mais pour autant la proximité géographique des deux services n'est pas qu'une simple cohabitation. La logistique est mise en commun et l'entretien du bâtiment, le standard, le secrétariat, l'accueil sont pris en charge par la collectivité ; libérant les quatorze personnes employées par la Cinémathèque de ces tâches et leur permettant de se consacrer uniquement aux images animées. De même le développement informatique s'est effectué par l'étroite collaboration des deux institutions. Le réseau interne ainsi constitué permet différents niveaux de description des documents. La Cinémathèque a

constitué, pour son propre usage, des fiches détaillées comportant des données techniques et juridiques qui n'apparaissent pas dans la base de consultation publique. Cette fiche simplifiée, accessible pour tous, utilise les rubriques UNIMARK et répond aux normes des bibliothèques permettant ainsi sa diffusion sur le réseau Internet des bibliothèques de Saint-Étienne. Très prochainement des séquences animées pourront être consultées via ce réseau.

- 8 Pour ce qui est des projections, la Cinémathèque reste indépendante mais les programmations sont souvent établies en collaboration avec la bibliothèque. L'ensemble des activités du bâtiment est fédéré dans ce cas autour d'un thème. Une exposition génère ainsi un cycle de conférences à la bibliothèque et des projections à la Cinémathèque. Chaque année deux à trois thèmes sont déclinés en commun par les deux institutions. La civilisation berbère, le théâtre d'ombres, le roman noir, le centenaire du cinéma, des sujets d'histoire locale, par exemple, rassembleront l'ensemble des actions de la médiathèque. Cette collaboration s'établit spontanément sur l'initiative de l'un ou l'autre des acteurs de façon informelle.

Une inscription régionale

- 9 La production de documents en 16 mm par la Cinémathèque a cessé avec l'installation à la médiathèque, la programmation des projections requérant l'ensemble des énergies. En revanche s'est développée une activité de coproduction avec les chaînes de télévision. Les fonds d'archives sont ainsi régulièrement sollicités et exploités par la création contemporaine. Pour des programmations spécifiques, des montages sont également constitués en interne à partir des images réalisées par des amateurs. Ce dispositif permet de les rendre visibles pour un public non spécialisé. De même, pour soutenir la création locale, la Cinémathèque organise de nombreuses séances de films de court métrage en invitant de jeunes réalisateurs, originaires le plus souvent de la région. Ces séances ont beaucoup de succès auprès du public stéphanois. Les films sont ensuite achetés et intègrent le fonds. C'est un aspect tout à fait nouveau du travail de la Cinémathèque qui s'inscrit dans le prolongement de ces préoccupations régionales.
- 10 La recherche de films régionaux se poursuit ainsi en s'appuyant aujourd'hui sur la notoriété de la Cinémathèque et sur un réseau de connaissances constitué au fil des ans. Films amateurs, professionnels, reportages, d'entreprise, pédagogiques ou concernant le département de la Loire sont collectés systématiquement depuis 1982. Le Conseil général subventionne la structure pour effectuer ce travail. La Cinémathèque est ainsi habilitée à se substituer aux Archives départementales de la Loire pour la conservation des films, quel que soit leur support. Cette collecte a permis de récolter plus de 3 000 documents qui ne sont pas encore tous inventoriés, l'indexation des éléments sur support vidéo s'avérant très complexe de par la mauvaise qualité des bandes qui sont parfois presque effacées. Des investissements financiers importants ont été consentis pour la constitution d'une régie vidéo permettant de lire l'ensemble de ces supports et de les transférer afin d'en rendre leur consultation aisée. La Cinémathèque est ainsi à la recherche actuellement d'un magnétoscope d'un format très particulier qui permettra de traiter un fonds d'archives issu de l'ASS, le club de football de Saint-Étienne. Une fois sauvegardés, ces documents s'intègrent dans les programmations « Images régionales » ou « Mémoire régionale », rubriques consacrées aux images d'archives. Elles peuvent parfois prendre d'autres appellations pour toucher un public différent que celui fidélisé pour ces programmations. Ainsi pour le Mois du documentaire, manifestation portée au niveau national par le réseau des bibliothèques, la Cinémathèque a consacré une

programmation sur le thème « Traces de luttes, mémoire ouvrière » qui a intégré des archives régionales.

- 11 Depuis plusieurs années ces images régionales ont retenu l'attention des universitaires. Les films de famille, ceux consacrés aux rituels qui ponctuent la cellule familiale ou la vie sociale et les films militants font l'objet d'études spécifiques. Ainsi le cycle Images d'entreprises qui étudiaient les représentations de l'entreprise à travers les différentes formes de cinéma à partir de films militants, d'entreprise, de formation continue, syndicaux, clandestins, fut préparé et animé avec un groupe de recherche en sciences sociales. Une véritable collaboration s'est instaurée, les chercheurs découvrant de nouveaux corpus dont ils aident à dégager les typologies, notamment dans l'analyse des commentaires. De même ce fut l'occasion de décrypter les attitudes différentes adoptées par le monde ouvrier à l'égard de l'image en fonction du milieu. Mineurs, ouvriers de l'industrie textile, métallurgistes ont adopté des comportements et des usages qu'il a été passionnant d'isoler et d'analyser. Ce travail devrait être réinvesti en 2005 à l'occasion d'un colloque à Saint-Étienne sur les représentations de l'entreprise.

Pour des partenariats multiples

- 12 La Cinémathèque de Saint-Étienne est la seule institution cinématographique à avoir, en région Centre, mis en place cette collecte systématique des documents constitutifs de la mémoire régionale. Aussi son champ d'investigation dépasse le seul département de la Loire, pour s'étendre au Rhône, l'Institut Lumière ne s'intéressant que peu aux images territoriales. Des contacts ont été établis avec une association liée aux Archives départementales de la Drôme, et avec le GRETA du Puy-en-Velay. Au sein même de la ville de Saint-Étienne, la Cinémathèque travaille en partenariat avec l'ensemble des acteurs culturels comme la Maison de la culture : L'Esplanade, mais aussi le Musée dont les expositions suscitent des programmations dans la salle de la Cinémathèque ou dans ses propres espaces. De même plusieurs séances ont accueilli des élèves de l'École de musique municipale qui avaient préparé des accompagnements musicaux pour des films d'animation ou burlesques issus du fonds de la Cinémathèque. La collaboration avec les instances pédagogiques, collèges, lycées, université, classe préparatoire (Média Sup) s'établit sous forme d'ateliers. Mais la décentralisation des actions ne peut se faire à très grande échelle, elle nécessite un personnel plus important, du matériel et des moyens de transport qui ne sont pas actuellement en notre possession. Des demandes ont été formulées en ce sens auprès du département pour faciliter la mise en place de telles actions, demandes qui sont restées pour l'instant sans suite. Seules ont pu être organisées des projections le mercredi après-midi dans des bibliothèques annexes pour le jeune public, mais elles restent peu nombreuses étant assujetties au transport de l'appareil de projection 16 mm.
- 13 Avec dix années de recul, la collaboration avec la bibliothèque, où certains voyaient la mort de l'institution cinématographique, s'est révélée profitable. En termes de fréquentation, les publics de l'une et l'autre institutions se sont mélangés. Au niveau du personnel, des assistants de conservation et des professionnels de la documentation ont pu être recrutés. Leurs compétences ont permis la mise en place du réseau informatique et la mise à disposition des archives audiovisuelles dans la salle du patrimoine des archives régionales. Archives images et papiers peuvent ainsi être associées, sous l'autorité d'un conservateur spécialisé dans l'histoire locale et l'histoire industrielle en France. Cette cohabitation a bousculé les habitudes de travail de la Cinémathèque et lui a permis d'acquérir une autre envergure. La Cinémathèque est

ainsi partie prenante de l'espace multimédia de la médiathèque au sein duquel sont animés des ateliers autour du cinéma. Il apparaît indispensable de dépasser les activités traditionnelles des cinémathèques, plus proches des ciné-clubs des années soixante que de véritables centres de conservation, d'analyse et d'exploitation d'archives audiovisuelles. L'installation de la Cinémathèque de Saint-Étienne à la médiathèque de Tarentaize, lui a permis de franchir ce cap sans pour autant perdre son âme.

AUTEUR

GÉRARD VIAL

Gérard Vial, directeur de la Cinémathèque de Saint-Étienne depuis 1981.